

# Opinion | La relance économique que nous, patrons, voulons

[lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-la-relance-economique-que-nous-patrons-voulons-1202100](https://lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-la-relance-economique-que-nous-patrons-voulons-1202100)

12 mai  
2020



Nous, les présidents des trois plus grandes organisations d'entreprises de l'Union européenne, sommes profondément préoccupés des conséquences sociales, économiques et politiques de la pandémie. C'est un choc énorme, inattendu et tragique pour la vie publique, la santé, le bien-être social et l'activité économique dans nos pays.

Nos entreprises travaillent en collaboration étroite avec les pouvoirs publics pour gérer la situation sanitaire, relancer l'économie en respectant toutes les précautions de santé et de sécurité et pour sauver autant d'emplois et d'activités que possible. Les politiques publiques ont permis très rapidement d'aider à sauvegarder la trésorerie de nos entreprises et à garantir des ressources pour nos travailleurs. Tout cela est nécessaire. Mais ce n'est pas encore suffisant. Une réponse majeure de politique publique s'impose.

## Eviter toute escalade protectionniste

La coopération européenne et internationale pour la sortie de crise et pour la reprise est indispensable. La remise en route de la production, du marché unique, des transports transfrontaliers, de la mobilité de la main-d'oeuvre et du tourisme en Europe nécessite une coopération étroite de nos gouvernements et de des institutions de l'UE... Il appartiendra aux pays du G20, en collaboration avec l'OMC et le FMI, d'assurer le

maintien d'un système commercial international ouvert et de limiter l'impact de la pandémie, en particulier sur les pays en développement. Il est indispensable d'éviter toute escalade protectionniste.

### Relance : le plan de la France pour débloquer le débat européen

Nous exhortons nos gouvernements et les institutions européennes à apporter une réponse d'une ampleur sans précédent. L'encadrement temporaire des aides d'Etat doit être significativement renforcé pour permettre à nos pays de soutenir le retour à l'activité des entreprises. Au-delà du premier paquet de mesures sur les capacités de prêt de la BEI, de la Commission et du MES, nous appelons les dirigeants européens à approuver rapidement une proposition audacieuse pour le prochain cadre pluriannuel du budget européen, afin de créer un Fonds européen de relance de taille adéquate.

## Soutenir la demande

---

Des politiques nationales fortes doivent également être mises en place. Des mesures budgétaires contracycliques, générales et sectorielles, seront nécessaires pour soutenir la demande une fois que les perturbations de l'offre se seront estompées. Ces mesures substantielles devront s'appuyer à la fois sur des baisses des impôts et sur les dépenses publiques. Une aide spécifique aux personnes les plus vulnérables doit intervenir compte tenu de la gravité extraordinaire de la récession

Une réponse budgétaire forte implique un degré élevé de solidarité. Des mesures de relance substantielles, tant au niveau national qu'eupéen, seront nécessaires au moins jusqu'en 2023, pouvant aller jusqu'à 5 % du PIB par an dans la plupart des pays. La bonne réponse européenne en termes de taille, de calendrier et de type de financement, déterminera les conditions dans lesquelles l'Union sortira de cette crise. La solidarité budgétaire doit se manifester par des ressources communes au profit des pays les plus touchés. Tout doit être fait pour éviter des dommages à l'appareil productif et pour limiter les défaillances d'entreprises. Les institutions de l'UE devront veiller aux conditions de concurrence équitables en cette période extraordinaire.

Les nouvelles priorités politiques doivent désormais être effectivement financées. Notamment les ambitions pour une Europe plus verte, plus inclusive et innovante et plus souveraine. Nous exhortons nos gouvernements et les institutions européennes à s'appuyer sur le Green Deal pour donner un nouvel élan à la numérisation, mais également pour soutenir nos investissements dans les technologies clés et renforcer nos chaînes de valeur stratégiques. Il nous faut assurer le financement des fonds propres des entreprises et développer les compétences à moyen terme. Cela exigera de la détermination et des priorités claires pour toute la décennie.

**Vincenzo Boccia**, président de Confindustria. **Dieter Kempf**, président du BDI. **Geoffroy Roux de Bézieux**, président du Medef